

encourager et à renforcer les organisations et organismes internationaux les plus susceptibles de favoriser la paix et la sécurité du monde. Nous devons évidemment nous préoccuper de notre propre défense. Cela doit faire partie de notre politique et de notre stratégie en matière de défense. Quand le premier ministre parle de la défense du Canada, nous avons l'impression troublante qu'elle s'intègre de plus en plus au programme des États-Unis, que nous ne sommes plus seulement une colonie économique des États-Unis, mais que nous en devenons aussi rapidement un satellite militaire. Et cela, malgré la promesse de l'ancien premier ministre et de l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures, selon laquelle le gouvernement ne renouvellerait pas ses engagements envers le NORAD avant d'avoir permis à la Chambre de débattre la question. Le premier ministre actuel a renouvelé nos engagements envers le NORAD sans en saisir la Chambre au préalable. On ne nous a pas fourni l'occasion de débattre cette question.

• (4.30 p.m.)

D'après les rapports qui nous parviennent de Washington, on est en train de nous faire entrer dans un réseau d'alerte aéroportée, dont on ne nous a rien dit, et les déclarations du secrétaire à la défense Laird indiquent que des consultations ont lieu sur le réseau ABM, dont on ne nous a rien dit non plus. De plus en plus, nous dépendons du djaggernat militaire américain.

Les bases des engins Bomarc, auxquelles le premier ministre s'en est pris en 1963 et à cause desquelles il a critiqué amèrement son prédécesseur, sont encore là. Si le premier ministre veut prouver sa sincérité à la Chambre, qu'il commence par faire ce qu'il proposait lui-même en retirant les engins nucléaires Bomarc du sol canadien, au lieu de prononcer des phrases enthousiastes sur la paix et la sécurité comme il l'a fait aujourd'hui.

Monsieur l'Orateur, le rôle essentiel du Canada touche non seulement la défense de son propre territoire mais deux domaines de l'activité internationale. D'abord, nous devrions participer beaucoup plus activement au travail de l'ONU, en dépit de toutes ses faiblesses structurales, son rôle grandissant d'arbitre mondial offre le seul véritable espoir de paix et d'ordre durables dans le monde. Le Canada devrait assumer un rôle actif et s'allier aux autres puissances moyennes pour soumettre les conflits à cet organisme mondial qui les résoudrait. Nous aurions dû soumettre la question du Biafra aux Nations Unies il y a bien longtemps, et celle du Vietnam aussi. Nous devrions presser les Nations Unies d'admettre la Chine continentale.

Je suis heureux que le gouvernement cherche maintenant à établir des relations diplomatiques avec la Chine continentale. Il va être difficile de récupérer les vingt années avalées par l'histoire, et d'expliquer aux Chinois pourquoi nous nous sommes obstinément opposés à leur admission aux Nations Unies. Nous pourrions prouver notre bonne foi en nous plaçant en tête des pays membres de l'ONU qui tentent de donner à la Chine continentale le droit de siéger au sein de cet important organisme.

Bien entendu, nous devrions toujours être prêts à fournir des forces de maintien de la paix, notre contingent serait acceptable dans bien des régions du monde, surtout dans les pays nouveaux et en voie de développement, alors que celles de certaines grandes puissances au passé colonialiste ne sauraient l'être. C'est le genre de rôle que le Canada devrait jouer plutôt que de tenter d'imiter certaines grandes puissances militaires, ce que nous réussissons d'ailleurs très mal.

J'en viens enfin au second apport du Canada dans le domaine international: aider à combler l'écart grandissant entre les nations riches et les deux tiers de l'humanité qui vivent dans une misère noire. Aujourd'hui, c'est la disparité grandissante entre les nations nanties et les nations dépourvues qui menace le plus la paix dans le monde. C'est la pauvreté, l'ignorance et la maladie, malheureusement, trop répandues dans les deux tiers de l'univers, qui constituent la plus grande menace à la paix mondiale. Une partie des milliards de dollars dépensés en armements depuis vingt ans aurait fait beaucoup pour résoudre le problème.

J'ai failli pleurer d'attendrissement aujourd'hui en entendant le premier ministre parler de la nécessité d'aider les pays sous-développés. Mais les paroles ne valent pas grand-chose. Il n'en coûte pas cher de se payer de mots lorsqu'il s'agit d'aider les affamés. On juge les peuples à leurs actes. Vous les reconnaîtrez à leurs fruits. C'est ainsi que l'on juge des hommes et que nous jugerons du gouvernement. Le gouvernement s'était engagé à porter son aide extérieure à un pour cent de notre produit national brut en 1970. Cet objectif a été maintenant reporté à 1975. Le gouvernement n'a même pas dépensé le plein montant attribué chaque année par le Parlement à l'aide aux pays sous-développés.

Comme le signalait dernièrement M. Escott Reid, dans un article, il y a deux éléments de dissuasion dans le monde. L'un, d'ordre militaire, sert à arrêter l'agression; l'autre sert à freiner l'anarchie en aidant à nourrir ceux qui ont faim, à vêtir ceux qui sont nus et à relever ceux qui sont tombés. Mais nous consacrons six fois plus de fonds à la dissuasion militaire qu'à l'aide extérieure. De l'avis de